



Le 18 juillet 2024

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Chaque mois d'inaction coûte plus de 10 000 emplois à la filière construction-immobilier

Les partenaires de l'Alliance pour le Logement – la FFB, l'USH, la FNAIM, la FPI, Pôle Habitat FFB, PROCIVIS, l'UNIS, l'UNNE, l'UNSFA et l'UNTEC alertent, depuis deux ans, sur les conséquences liées à la chute de la production de logements sociaux et libres sur l'ensemble des territoires. Cette réalité frappe aujourd'hui de nombreux concitoyens, bloqués dans leur parcours de vie et/ou professionnel faute de logement adéquat. Elle frappe aussi durement toutes les entreprises du secteur dont les défaillances augmentent. Et elle inquiète nombre d'élus locaux qui constatent un tissu d'acteurs locaux abîmé, des destructions d'emplois et des difficultés croissantes des porteurs de projets à équilibrer leurs opérations pouvant aboutir à terme à des abandons purs et simples de celles-ci.

L'Alliance pour le logement, forte des professionnels qui la composent, exige un sursaut car le logement constitue un secteur stratégique pour la France, au regard de son importance pour l'économie, l'emploi, la cohésion sociale et la transition écologique.

L'Alliance propose différentes mesures à effets immédiats et puissants, dont certaines sans coût budgétaire ou fiscal, à la hauteur de l'urgence des attentes et des enjeux. Il est impératif de répondre sans délai aux besoins, en accession comme en locatif, en social comme en libre, en métropole comme en ruralité, et de tenir les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. La filière a besoin de visibilité et de stabilité pour lui permettre de lancer les investissements nécessaires à son évolution. Et les Français ont besoin de mesures de soutien pour retrouver la confiance et s'engager dans leurs projets immobiliers.

Les professionnels demandent ainsi d'urgence la mise en place d'un plan pluriannuel construit avec eux car le logement est un secteur du temps long, qu'il s'agisse de construction ou de rénovation. Il n'y aura pas de réindustrialisation ni de plein-emploi sans une réflexion en matière d'aménagement des territoires.

L'Alliance pour le Logement demande à être reçue par le Premier ministre dès sa nomination, afin de relancer l'acte de construire à partir du Projet de loi de finances 2025, d'autant plus que le logement constitue un secteur contributif en solde net au budget de la Nation.

Au-delà des échanges déjà engagés avec le Sénat, l'Alliance compte également sur la nouvelle Assemblée nationale pour se saisir pleinement de ces sujets, et souhaite être auditionnée par les présidents des commissions des finances et des affaires économiques dès leur installation.

